



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 801401
71040 Mâcon

Mâcon, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CC BRIONNAIS SUD BOURGOGNE

4 rue Elie Maurette
71170 Chauffailles

Références : FV/NM/2024/M_265
Code AIOT : 0005426274

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement CC BRIONNAIS SUD BOURGOGNE implanté 3 chemin de Combabon #4127 71800 La Clayette. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle a été réalisée de façon inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC BRIONNAIS SUD BOURGOGNE
- 3 chemin de Combabon #4127 71800 La Clayette

- Code AIOT : 0005426274
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté de communes Brionnais Sud Bourgogne est autorisée à exploiter à La Clayette une déchèterie et une plateforme de déchets verts ouvertes au public. Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral n° DLPE/BENV/2016-298-1 du 24/10/2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consistances des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 1.2.3.	Demande d'action corrective	15 jours
2	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 7.1.4	Demande d'action corrective	9 mois
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 2.3.1.	Demande d'action corrective	15 jours
4	Contrôles à effectuer régulièrement	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 2.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 4.3.3.	Demande d'action corrective	15 jours
6	Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 4.3.4.2	Demande d'action corrective	15 jours
7	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 7.1.1.	Demande d'action corrective	15 jours
8	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 8.1.1.	Demande d'action corrective	3 mois
9	Dispositions particulières applicables à la collecte de déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 8.2.1.	Demande d'action corrective	15 jours
10	Dispositions particulières applicables à la collecte des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 8.2.3.	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Collecte des DASRI	Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 1.6.1.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté de nombreuses dérives et écarts dans la tenue des installations et la conduite des opérations. Autorisée sur ce site depuis 2016, la CC Brionnais Sud Bourgogne ne paraît pas avoir bien assimilé la culture de la réglementation relative à la protection de l'environnement. La direction de la communauté de communes doit s'engager à stabiliser son organisation et à améliorer le contrôle interne du suivi réglementaire de ses installations classées.

En l'absence de réponse satisfaisante aux nombreuses demandes d'actions correctives, dans les délais indiqués, l'inspection proposera de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistances des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 1.2.3.
Thème(s) : Situation administrative, Local réservé au stockage DEEE
Prescription contrôlée : « L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : (...) <ul style="list-style-type: none"> un local réservé au stockage des déchets de petits équipements électriques et électroniques (DEEE) de 24 m², ainsi qu'un abri attenant pour les gros équipements électriques et électroniques ; (...) »
Constats : Le local initialement réservé au stockage des déchets de petits équipements électriques et électroniques (DEEE) de 24 m ² a été détourné de sa fonction : s'y trouve de la laine de roche, des bidons d'huile vide, des textiles, etc. Les DEEE, quant à eux, sont stockés dehors.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture des installations

Prescription contrôlée :
Les installations sont ceintes d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée (...)
Constats :
La clôture existante ne ceinture pas intégralement le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 2.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté
Prescription contrôlée :
« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets (...) »
Constats :
Des déchets plastiques jonchent par endroit le sol et les espaces verts de l'établissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Contrôles à effectuer régulièrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 2.7.1
Thème(s) : Situation administrative, Contrôles et documents à transmettre à l'inspection
Prescription contrôlée :
« L'exploitant transmet à l'inspection les documents justifiant du contrôle des équipements suivants :
<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif de disconnexion (art. 4.2.2.1) ; • Vidange du séparateur d'hydrocarbures (art. 4.4.3) ; • Contrôle du régulateur de débit (art. 4.4.3) ; • Moyens de lutte contre l'incendie (art. 7.2.4) ; • Installations électriques (art. 7.3.2) ; • Vérification des systèmes de détection de fumée (art. 7.3.4) ; • Analyses des rejets d'eaux pluviales (art. 9.2.2) ; • Mesure des niveaux sonores (art. 9.2.4).
(...) »

Constats :

Par courriel du 27/09/2024, l'inspection a demandé à ce que les éléments visés à la prescriptions lui soient transmis. Le responsable du service environnement a répondu par courriel du 01/10/2024 dont il ressort les constats qui suivent :

- Dispositif de disconnexion : l'exploitant semble avoir confondu la vanne d'obturation destinée à retenir les eaux susceptibles d'être polluées du milieu extérieur et le dispositif de disconnexion installé pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Ce point de contrôle ne peut donc pas être considéré comme satisfait (dans l'hypothèse où l'exploitant estime qu'un disconnecteur n'est pas adapté pour son site, un avis de l'ARS devra être joint à une demande de dispense) ;
- Vidange du séparateur d'hydrocarbures : le responsable n'a pas retrouvé traces d'éléments permettant d'établir que des nettoyages réguliers ont été réalisées. Ce point de contrôle ne peut donc pas être considéré comme satisfait ;
- Contrôle du régulateur de débit : le responsable avance ici un échange de courriels datant de 2018 entre un prestataire spécialisé dans le domaine et l'exploitant. Ce document atteste que l'installation est bien munie d'un tel dispositif mais ne répond pas à la prescription visée, c'est à dire la justification de son contrôle annuel. Ce point de contrôle ne peut donc pas être considéré comme satisfait ;
- Moyens de lutte contre l'incendie : une attestation de vérification du poteau d'incendie n° 18 implanté chemin Combaddon est présentée. Cependant, datant de 2018, cette attestation n'est pas recevable car ce type de dispositif doit être contrôlé en général tous les deux ou trois ans. Ce point de contrôle ne peut donc pas être considéré comme satisfait ;
- Installations électriques : le responsable a fourni un rapport de vérification effectué en 2019. Cette pièce ne répond pas à la prescription car la fréquence du contrôle électrique est annuelle. Ce point de contrôle ne peut donc pas être considéré comme satisfait ;
- Vérification des systèmes de détection de fumée : les détecteurs ont été changés par des neufs en juin 2024. Ce point de contrôle peut donc être considéré comme satisfait ;
- Analyses des rejets d'eaux pluviales : en guise de justificatifs, l'exploitant s'est borné à communiquer un courriel de juin 2018 par lequel il interroge l'inspection des installations classées sur les modalités de prélèvements d'eau. Ce point de contrôle ne peut donc pas être considéré comme satisfait ;
- Mesure des niveaux sonores : une copie de la campagne de mesure du niveau de bruit effectuée en 2018 a été transmise. L'arrêté préfectoral d'autorisation demande à ce que cette mesure soit renouvelée tous les trois ans ; ce point de contrôle ne peut donc pas être considéré comme satisfait.

Compte tenu de ce qui précède, il y a lieu de conclure que, à l'exception des détecteurs de fumées des locaux à risques, l'exploitant n'assure aucun suivi des contrôles périodiques réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera l'ensemble des justificatifs permettant d'attester de la réalisation des contrôles des équipements visés à l'article 2.7.1 de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 4.3.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : <p>« Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. »</p>
Constats : <p>Les avaloirs du réseau de collecte des eaux de la plateforme de déchets verts paraissent de tous évidence obstrués.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Protection des réseaux internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 4.3.4.2
Thème(s) : Situation administrative, Isolement avec les milieux
Prescription contrôlée : <p>« Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »</p>
Constats : <p>Le site dispose de deux vannes d'obturation. Celle propre à la plateforme de déchets verts n'est pas accessible compte tenu d'une quantité importante de déchets végétaux déposés à son endroit. Son actionnement en toute circonstance n'est franchement pas assuré.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 7.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan général des ateliers et des stockages indiquant les risques

Prescription contrôlée :
« L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. »
Constats :
Aucun plan de cette nature n'a été repéré par l'inspection, ni n'a pu lui être présenté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 8.1.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : <p>« L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ; • les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ; • le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; • la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; • la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; • les déchets et les filières de gestion des déchets ; • les moyens de protection et de prévention ; • les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; • une formation de base sur le transport des marchandises dangereuses par route (règlement ADR) ; • les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. »
Constats : <p>Le personnel présent sur site témoigne n'avoir reçu aucune formation se rapportant aux thématiques visées à l'article 8.1.1. rappelées ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dispositions particulières applicables à la collecte de déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 8.2.1.

Thème(s) : Risques accidentels, Stockages des piles
Prescription contrôlée : « À l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol. (...) »
Constats : Plusieurs dizaines de piles usagées pour clôtures agricoles sont stockées sur une palette dehors le local dédié et exposées aux intempéries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Dispositions particulières applicables à la collecte des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 8.2.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages des huiles sur rétention
Prescription contrôlée : « Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche. Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé. Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux. »
Constats : Trois grands récipients pour vrac (GRV) destinés à recueillir les huiles usagées sont présents sur site. L'un d'entre eux est entreposé dans le local prévu à cet effet cependant que les deux autres sont stockés en dehors de ce local et soumis aux intempéries. De surcroît, aucun des trois ne dispose de cuvette de rétention étanche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Collecte des DASRI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2016, article 1.6.1.
Thème(s) : Situation administrative, Modification du périmètre de l'autorisation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Attenant au local de gardiennage, une armoire non sécurisée laisse apparaître des sacs contenant des déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI).</p> <p>En dépit de toute autorisation préfectorale, il semble qu'un local plus sécurisé ait été envisagé dans un premier temps avant que celui-ci ne devienne la buanderie du personnel de l'établissement.</p> <p>La collecte des DASRI perforants produits par les patients en auto-traitement dans des points d'apport volontaires relève de la rubrique 2710-1 et doit à ce titre figurer dans le dossier d'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant portera à la connaissance (PAC) du préfet les modifications qu'il souhaite apporter au dossier sur la base duquel l'autorisation préfectorale a été arrêtée. Ce PAC comprend les dispositions techniques et organisationnelles prises pour satisfaire les prescriptions ministérielles qui s'appliquent à la collecte de ce type de déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>